

# **ALCA & DETTE : LES DEUX FACES D'UNE MÊME DOMINATION**

par Claudio Katz

Le gouvernement de Bush a fixé deux priorités économiques pour l'Amérique latine : faire progresser l'ALCA [Zone de libre échange des Amériques] et renforcer le recouvrement de la dette externe. Les deux objectifs sont intimement mêlés et constituent deux aspects complémentaires de la domination impérialiste.

La sujétion commerciale accentue les contraintes financières de la région et les transferts de devises vers le Nord facilitent la soumission du commerce extérieur latino-américain aux nécessités nord-américaines. Le contrôle états-unien de son "arrière cour" est devenu encore plus nécessaire depuis l'enlèvement de leurs troupes en Irak. Ce cauchemar ressemble de plus en plus au Vietnam au fur et à mesure qu'augmente la résistance populaire partout dans le monde arabe. Devant la perspective d'un conflit long et coûteux, les États-Unis essaient d'assurer la gestion des ressources stratégiques de l'Amérique latine.

L'ALCA et la dette sont les instruments de cette domination.

## **Les urgences de l'ALCA**

Il existe trois raisons qui expliquent l'impatience des États-Unis à avancer dans l'adoption de traités de libre-échange ['libre commerce' en espagnol. (N.d.T.)] qui permettront l'accroissement des exportations. L'administration républicaine n'arrive pas à contenir un déficit commercial qui contrairement à la période de Clinton, s'est accru dans le contexte d'une faible croissance, d'une augmentation du chômage et d'une pagaille importante des comptes publics. Ce déséquilibre commercial n'est pas nouveau mais il peut avoir l'impact d'un traumatisme s'il décourage l'afflux de capitaux internationaux dans l'économie états-unienne à un moment de stagnation des investissements. L'ALCA vise à favoriser les ventes externes à travers des politiques qui maintiennent le cours du dollar à un niveau compatible avec l'entrée de ces capitaux étrangers.

En second lieu, cet accord [l'ALCA] renforcerait la dérégulation des mouvements internationaux de capitaux dont les banques états-uniennes ont besoin pour tirer profit à l'étranger d'opérations financières à haute rentabilité. Comme les taux [d'intérêt] états-uniens baissent pour impulser la relance économique locale, les financiers placent à nouveau des capitaux en Amérique latine. Mais ils exigent maintenant de plus grandes garanties juridiques pour leurs investissements.

En troisième lieu, les États-Unis ne sont plus en concurrence avec des rivaux dispersés du vieux continent, mais avec le bloc de l'Union européenne qui conteste l'hégémonie commerciale et monétaire de la première puissance mondiale. L'adoption de l'ALCA vise à garantir que l'Amérique latine restera dans la zone d'influence du dollar pendant une période de chocs prévisibles entre les deux grands concurrents du marché mondial. L'Europe jette des ponts vers les dominions états-uniens d'Amérique Latine, en offrant des traités régionaux de libre-échange (avec le MERCOSUR) ou bilatéraux avec certains pays (le Brésil).

Les buts impérialistes de l'Europe ne diffèrent pas de l'expansionnisme états-unien. L'espoir d'un traitement plus bénin par les capitalistes du vieux continent est un mythe qui subsiste chez beaucoup de progressistes. Mais il suffit d'observer le résultat de la "reconquête espagnole" du nouveau continent - qui entre 1995 et 2000 a servi de tremplin pour de multiples investissements européens - pour réfuter cette croyance. Le gros de ces fonds a servi au financement des privatisations de services publics qui ont décapitalisé la région et ont réduit son autonomie économique. La priorité de l'Union Européenne - en pleine expansion vers l'Est - est de financer

l'entrée de nouveaux membres dans la Communauté européenne, c'est pourquoi elle cherche à absorber les ressources du reste des pays périphériques du Monde [1]

Mais les Etats-Unis ont aussi besoin de fonds et essayent de fermer à leurs rivaux européens l'accès au continent en impulsant l'ALCA. Mais cette association [l'ALCA] ne se réduit pas à la signature d'un accord commercial. L'ALCA constitue aussi un instrument de pression pour conclure des traités par deux autres voies : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords bilatéraux.

### **L'instance multilatérale**

Par le biais de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les grandes puissances exercent une domination évidente sur la Périphérie. Toutes les décisions qui sont adoptées dans ce cadre affectent les pays sous-développés. On réduit des tarifs douaniers dans les secteurs qui profitent aux capitalistes du Centre et on maintient ces barrières tarifaires dans les domaines qui affectent les grandes entreprises du Centre.

Cette asymétrie s'est vérifiée depuis 1947 jusqu'aux années 90 dans les accords successifs qui ont dérégulé le commerce des produits industriels. Sur ce terrain, la supériorité compétitive des économies avancées sur celles en voie de développement a été évidente. Mais durant la dernière décennie, les négociations ont tourné autour de deux autres secteurs d'intérêt prioritaire pour les capitalistes du Premier monde : les services et la propriété intellectuelle.

Dans ces deux domaines, les grandes compagnies obtiendraient des bénéfices additionnels si on autorisait de nouvelles privatisations et des droits de participation étrangère aux achats d'entreprises d'État latino-américaines. Une autre exigence des corporations, c'est le recouvrement de plus grands montants au titre des brevets, spécialement sur le terrain des biens informatiques. Dans le cas des produits médicaux, cette même demande a une connotation dramatique, parce que l'augmentation du prix des médicaments condamne directement à la mort des millions de pauvres de la région. L'euphorie libre échangiste des principaux gouvernements occidentaux se dilue abruptement quand on examine le dérèglement des secteurs les plus protégés des économies développées. Ici le point le plus critique est la question agricole, parce que dans le Premier monde il existe depuis des décennies un système de subventions destiné à soutenir les prix et à résister à la surproduction structurelle. L'Union européenne vient d'étendre l'utilisation de ce système (la Politique agricole commune - PAC) jusqu'en 2013 et les Etats-Unis ont ratifié de nouvelles subventions ("farm bill") qui dans la dernière décennie ont été multipliées par six. "Les avantages du libre commerce" et de "l'absence de discriminations" sont examinés, par conséquent, dans une atmosphère d'hypocrisie effrontée. Les Etats-Unis et l'Europe allèguent qu'ils ne peuvent pas négocier le thème agricole avec l'Amérique latine sans arriver préalablement à un accord entre eux. Il existe même en vigueur une dite « clause de paix » qui empêche de porter devant les tribunaux commerciaux internationaux les controverses à propos ce secteur. Du fait de cet insoluble interdit, seuls les thèmes posés par les grandes puissances figurent à la table des négociations.

Mais comme cet agenda paralyse inévitablement les négociations à l'OMC, les Etats-Unis ont décidé d'obtenir par la voie bilatérale ce qu'ils ne peuvent pas imposer à travers la négociation collective.

### **Le chemin bilatéral**

En concluant des traités particuliers avec différents pays périphériques, les Etats-Unis cherchent à sortir de l'"impasse" dans laquelle se trouve la dérégulation générale et essayent aussi de diluer toute possibilité de résistance commune de la Périphérie. Par cette voie, ils prétendent en outre préserver les barrières protectionnistes dans certains secteurs industriels es désavantagés vis-à-vis de la concurrence (par exemple, l'acier) et introduire de nouveaux mécanismes pour masquer des tarifs douaniers additionnels (comme l'imminente 'loi contre le bioterrorisme').

Le gouvernement de Bush a intensément impulsé les traités bilatéraux. Il a déjà passé 170 accords de différents types dans un rayon qui couvre pratiquement toute la planète. Il choisit certains partenaires privilégiés dans chaque région (Singapour, Israël, Jordanie, Australie) comme piliers de ses propres intérêts dans chaque continent. En Amérique latine, la convention la plus récente a été signée avec le Chili, au terme d'une longue négociation secrète et inclut des aspects de libéralisation financière qui débordent largement le cadre commercial. Encore aujourd'hui on méconnaît différents aspects de ce qui est écrit en petits caractères dans cet accord, mais la disparité gigantesque entre les PIB des deux nations (celui des Etats-Unis est 134 fois plus grand) illustre finalement quel type de concurrence offre cette association. Aucun secteur industriel transandin ne se trouve en condition de supporter une avalanche d'exportations états-uniennes, sinon les groupes agro-miniers locaux qui ont promu l'accord parce qu'ils ont construit des niches pour commercialiser leurs produits sur le marché états-unien. Les compagnies fruitières, de pêche, de bois veulent améliorer leur propre rentabilité en sacrifiant le reste du pays et ne tiennent pas compte de la pression fiscale croissante et de la faillite des petites et moyennes entreprises que suppose l'accord. L'accord pourrait aussi à terme conduire à la privatisation croissante du cuivre en faveur de compagnies étrangères [2]. Mais le Chili est déjà une économie ouverte vers l'extérieur, son commerce est complémentaire de celui des États-Unis et il a une structure industrielle très limitée. C'est pourquoi le traité n'aura pas un impact comparable à celui qu'il produira dans des économies périphériques de grande taille. L'exemple de ce qui s'est passé au Mexique au bout d'une décennie d'application de l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] illustre bien les effets d'un tel accord.

Depuis la signature de ce traité, la moyenne de croissance industrielle du Mexique a été très basse, dans le cadre d'une dénationalisation vertigineuse des réseaux commerciaux et des banques (90% dans des mains étrangères) et du recul spectaculaire de la participation de composants nationaux dans les produits fabriqués dans les « maquiladoras » (de 91% en 1983 à 37% en 1996). L'impact de cette réorganisation s'est vérifié dans les 28.000 petites entreprises qui ont fait faillite, l'inégalité régionale croissante (les investissements se concentrent dans le nord près de la frontière au détriment du sud du pays) et dans la crise agricole provoquée par l'importation massive d'aliments états-uniens.

Mais l'ALENA a aussi engendré une explosion de l'émigration, vu que seul un mexicain sur trois a un travail dans le secteur formel. Face à cet océan de pauvreté, les États-Unis ferment leur frontière, confirmant ainsi que la liberté de circulation des marchandises et des capitaux ne s'étend pas aux individus. C'est là le double scénario qui règle les processus d'intégration sous le capitalisme.

### **Plusieurs voies pour un même objectif**

L'ALCA est un projet complémentaire aux négociations multilatérales et bilatérales. C'est pourquoi la signature de l'accord avant 2005 ne représente qu'un aspect de la progression de la domination commerciale états-unienne. Ceux qui anticipent en déclarant que ces négociations "stagnent" , ne voient pas les multiples chemins qu'emprunte ce processus.

Pour les Etats-Unis, ce n'est pas la signature formelle d'un traité s'étendant de l'Alaska à la Terre du Feu qui les préoccupe, mais bien la réalisation d'objectifs précis, qui, dans l'immédiat, visent à la libéralisation des services et à fournir des garanties aux investisseurs [3]. Ce pourquoi ils adaptent chaque négociation à leurs convenances. Ils souscrivent des accords directs (avec le Chili, le Guatemala, le Costa Rica) et séduisent avec la même carotte d'autres nations (l'Uruguay, le Pérou, la Colombie) pour isoler leur principal adversaire commercial (Brésil), affaiblir un concurrent agricole sérieux (l'Argentine) et miner un régime politique dérangeant (Venezuela). S'ils ne réussissent pas à tous les soumettre, ils essayeront probablement de créer une fracture géographico-commerciale entre un groupe plus « soumis » du Pacifique (le Mexique, le Chili, l'Amérique centrale, le Pérou, la Colombie) et un autre groupe de l'Atlantique (le Brésil, l'Argentine, le Venezuela) plus sensible à l'usure de négociations qui n'aboutissent jamais.

Ces mécanismes de pression ont été mis en relief suite à la dernière réunion de Cancún [sommet de l'OMC]. Là, est apparu un groupe de 22 nations périphériques (conduit par le Brésil, l'Inde et la Malaisie) qui a refusé d'examiner l'agenda fixé par les États-Unis et l'Europe. La tentative postérieure de s'accorder sur un alignement commercial autonome de l'Amérique latine a échoué parce que les États-Unis ont forcé la désertion de plusieurs membres de ce groupe.

L'Amérique latine fait face à la perspective d'une détérioration sérieuse des termes de l'échange. Mais l'intention impérialiste tend aussi au contrôle direct du pétrole du Mexique, du Venezuela et de l'Équateur, des forêts de l'Amazonie et des réserves d'eau de la Triple frontière. L'impérialisme avance par différents chemins vers ces objectifs.

### **Domination financière**

Tous les projets de renforcement de la suprématie commerciale états-unienne sont soutenus par l'accroissement de l'assujettissement financier de l'Amérique latine. L'ALCA repose sur le recouvrement de la dette externe, parce que l'application d'accords d'ouverture économique et de dérégulation exige la supervision directe par le FMI de la politique économique dans la région.

C'est pourquoi, discuter de l'ALCA sans parler de la dette manque de sens. Ce sont deux processus qui dépendent l'un de l'autre. Chaque paiement d'intérêts accroît la perte de souveraineté de pays qui sont forcés d'adhérer à des traités commerciaux défavorables. Ce résultat aboutit à son tour à de plus grandes concessions financières. Un cercle vicieux semblable ne peut pas être interrompu sans rejeter la domination impérialiste dans les deux domaines.

La saignée financière que provoque actuellement le paiement de la dette asphyxie l'économie régionale et génère d'importants transferts de ressources et des programmes successifs d'ajustement récessifs. Ces politiques restrictives ont provoqué une nouvelle période de stagnation de la production, après le cycle de relance modérée (1990-95) qui a suivi "la décennie perdue" des années 80. Le PIB par habitant a augmenté de seulement 0.4% en 2001, a chuté de 0.6% en 2002 et croîtra de manière dérisoire, selon les prévisions, de 1.5% en 2003, ce qui situera cet indicateur à 2% sous le niveau atteint en 1997. L'année passée quelques pays ont vécu des situations de dépression inconnue jusqu'alors (comme l'effondrement de 11% du PIB en Argentine), dans un cadre de contraction générale de l'investissement étranger (de 67.000 millions de dollars en moyenne pendant la période 1997-2001 à 39.000 millions en 2002). Même l'attraction capitaliste des « maquiladoras » du Mexique ou de l'Amérique centrale tend à diminuer face à la rivalité du Sud-Est asiatique dans la sauvage concurrence internationale pour baisser le coût de la main d'oeuvre.

La stagnation productive de l'Amérique latine explique pourquoi le déficit commercial du début des années 90 - résultant de l'impulsion donnée aux importations qui a produit la relance- s'est transformé actuellement en un excédent significatif. L'hémorragie que provoque le paiement de la dette se vérifie aussi dans l'expansion de la misère. Le chômage a atteint un pic scandaleux l'année passée et le nombre total de pauvres a grimpé de 203 millions de personnes à 214 millions entre 1997 et 2001. En Argentine, au Venezuela ou en Colombie, la moyenne régionale de pauvres (50-55%) prédomine. Au Honduras, au Paraguay, en Équateur ou en Bolivie le même drame affecte 60 à 80% de la population. On répète que l'Amérique latine est la région qui possède le plus haut niveau d'inégalité de toute la planète (10% des habitants monopolisent 48% des revenus), mais peu décrivent comment le paiement de la dette reconstitue cette polarisation. Les ajustements du FMI sont tellement étouffants que même en récupérant les taux de croissance du début des années 90, c'est seulement vers 2015 que le taux de pauvreté retrouvera les niveaux de la décennie passée.

L'hémorragie de la dette aboutit, en outre, à la cessation périodique des paiements des pays les plus touchés. C'est pourquoi, l'an passé, la crainte d'une contagion régionale du 'default' [cessation de paiement] argentin créa un climat de catastrophe financière. La possibilité d'un effondrement du Brésil, en particulier, a précipité la fuite des capitaux et a renforcé le déséquilibre des changes et les déséquilibres monétaires dans toute la région. Le Pérou, le Paraguay et l'Uruguay ont été plusieurs fois au bord du 'default' et ce danger s'étend même à des économies qui paraissent aujourd'hui éloignées de la cessation de paiements. Au Mexique, par exemple, le pourcentage de la dette par rapport au PIB est actuellement semblable à celui qui a dominé pendant la période qui a précédé la grande crise des années 80 [4].

Dans la mesure où le 'default' argentin n'a pas dramatiquement contaminé le reste de l'Amérique latine, un climat de relatif soulagement est revenu, sous l'impact d'un nouvel afflux de capitaux à court terme vers la région. Mais genre de répit, c'est du pain pour aujourd'hui mais la faim pour demain car il reproduit le modèle des cycles régionaux d'endettement latino-américain lié aux fluctuations des liquidités des économies développées. Lors des périodes d'entrée de ces capitaux, on propage en général des théories sur le renouveau latino-américain périodique. Elles s'écroulent à la même vitesse lorsque réapparaît la crise. Au lieu de réitérer ces fantaisies, il convient de reconnaître jusqu'à quel point le paiement de la dette obstrue structurellement le progrès en Amérique latine.

### **Les conséquences pour l'Argentine**

Comme l'Argentine est le principal pays endetté en cessation de paiement dans le monde, il occupe une place clé dans la renégociation de la dette et dans les négociations de l'ALCA. Chaque décision financière du pays a un impact immédiat sur toute la zone, c'est pourquoi la signature récente de l'accord avec le FMI s'avère tellement négative, tant par l'acceptation du critère de l'excédent fiscal, que par la décision de négocier dans les cadres établis par le Fonds. Qu'une nation dévastée par la pauvreté et le chômage accepte de produire un boni fiscal de 3% de son PIB pour payer les créanciers constitue un précédent néfaste pour toute nation qui souffre de l'hémorragie de la dette.

Au lieu de recourir au déficit budgétaire - qui est traditionnellement appliqué pour relancer les économies frappées par la dépression - une politique d'ajustement permanent a été confirmée. L'objectif de cette décision a été d'assurer un paiement privilégié aux organismes multilatéraux, c'est-à-dire aux principaux responsables de la crise. Mais, en outre, ce compromis a été contracté en échange de rien. Les dérogations n'auront pas de contrepartie, parce que l'Argentine ne recevra pas un seul dollar d'argent frais. Dans les conditions d'isolement financier international dont il est victime, le pays n'avait aucune nécessité à signer un accord, dont, en revanche, le FMI,

lui, avait besoin. Cette institution affrontait la perspective de fortes pertes patrimoniales et d'une aide éventuelle du Trésor américain. En signant un accord aussi défavorable, l'Argentine s'expose davantage aux pressions commerciales de Etats-Unis.

Après s'être entretenu avec Bush, le président Kirchner a réaffirmé la négociation de l'ALCA dans le cadre favorisé par les États-Unis. L'ex-fonctionnaire menemiste qui dirige ces négociations (M.Redrado) a proposé de discuter l'accord en donnant son aval aux subventions nord-américaines du secteur agricole, si les États-Unis compensent cette concession avec des réductions tarifaires en faveur de quelques exportations argentines (citron, miel, acier). Jusqu'à présent la contre-offre américaine inclut seulement cette diminution dans des produits marginaux (artisanat). Mais le plus important, c'est que l'Argentine accepte de négocier sur ce qui intéresse les États-Unis et de transférer à l'OMC les sujets qu'ils ne veulent pas aborder. Ces négociations peuvent être très nuisibles à l'Argentine pour quatre raisons.

D'abord, avec le maintien des subventions agricoles aux Etats-Unis, on valide un critère d'énorme inégalité dans les relations commerciales entre deux pays concurrents, qui offrent les mêmes exportations aux mêmes marchés. En convenant d'un système de liberté totale de concurrence qui cautionne la subvention explicite qu'effectue son concurrent, l'Argentine accepte de jouer dans l'équipe des perdants. L'effet final de cette dérègulation peut être dramatique, parce qu'au bout d'un néfaste processus de reprimarisation, le pays se retrouvera plus dépendant de ses exportations d'aliments.

En second lieu, l'impact sur l'industrie de n'importe quelle négociation pour libéraliser le commerce serait destructeur, puisque cela supposerait de reprendre un cycle d'ouverture économique et par conséquent de destruction du tissu productif. L'expérience de la convertibilité [peso-dollars] ne laisse aucun doute sur les résultats de diminutions des tarifs douaniers dans un pays périphérique.

En troisième lieu, comme le pays a déjà « mis aux enchères » ses principales entreprises publiques, l'exigence états-unienne de libéraliser les services n'a pas tant comme objectif les privatisations. L'ALCA profiterait peut-être aux entreprises états-uniennes intéressées à supplanter leurs concurrents européens dans la gestion de certains secteurs. Mais ce qui est évident, c'est l'intention qu'ont les entreprises états-uniennes d'accroître leur participation aux négoce des travaux publics, et dans les domaines de la santé et de l'éducation que gère encore directement l'État. La question de la propriété intellectuelle est également en jeu ici. Il est très significatif que le gouvernement de Kirchner pousse à l'approbation législative du régime favorisé par les laboratoires étrangers.

Finalement, l'ALCA (ou un accord équivalent) renforcerait le transfert de souveraineté aux tribunaux internationaux pour résoudre des litiges commerciaux. Comme le pays accumule une accablante charge plaintes financières du fait de la cessation de paiement de la dette, une série de jugements et d'embargos en plus affermirait la régression du pays dans une situation néo-coloniale.

## **Les problèmes du MERCOSUR**

Face à l'augmentation de la pression états-unienne pour mettre en oeuvre l'ALCA, Lula et Kirchner ont ratifié la préservation du MERCOSUR, avec de nombreux gestes et déclarations destinés à souligner sa continuité. Mais la crise de cette alliance n'est pas résolue à coups de réunions, proclamations et voyages présidentiels. Par rapport au processus d'intégration européenne ou aux initiatives multilatérales et bilatérales que promeuvent les États-Unis, le MERCOSUR survit à peine.

Plus d'une décennie après sa naissance, le Brésil et l'Argentine n'ont pas réussi à avancer dans la création d'une zone monétaire commune et n'ont pas pu, non plus, dépasser leurs divergences en matière de tarifs douaniers. Il est certain que les échanges commerciaux se sont sensiblement multipliés, mais ce progrès n'est pas synonyme d'intégration. L'union douanière de fait ne fonctionne pas, parce que les tarifs douaniers communs sont troués comme une passoire par l'ouverture radicale mise en oeuvre par l'Argentine pendant la période de convertibilité [peso-dollars], et que le Brésil ne l'a d'aucune manière suivi dans cette voie. C'est pourquoi des différences entre les régimes tarifaires en vigueur dans les deux pays persistent. Les systèmes d'« admission temporaire » de l'Argentine sont l'antithèse de la « protection sélective » qu'impose le Brésil.

Les échanges courants sont aussi périodiquement touchés par l'application de politiques de subventions divergentes, qui, jusqu'à présent, n'ont pas pu être harmonisées parce que le système d'arbitrages prévu en cas de conflits commerciaux ne fonctionne pas non plus. Le corrélat politique de cette inconsistance économique est l'absence d'institutions communes pour toute la zone. Lula et Kirchner ont décidé récemment de sortir de cette "impasse" avec le projet de former une législature régionale pour l'année 2008. Mais, dans la zone, on ne manque pas d'engagements de ce type. Un Parlement latino-américain existe depuis longtemps, sans qu'aucun citoyen n'ait la plus petite idée des activités qu'il exerce. Sans monnaie commune, ni politiques macro-économiques conjointes, le MERCOSUR continuera à sommeiller.

Ce diagnostic est partagé par de nombreux analystes qui regrettent le "manque de politiques communes" ou l'"absence de mécanismes d'harmonisation". Mais à quoi obéissent ces manques ? La réponse est très simple : la dépendance unilatérale de chaque pays envers ses créanciers et le type de conventions qu'ils signent avec le FMI. Dans chaque renégociation de la dette, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay souscrivent des engagements d'ajustement qui empêchent toute coordination régionale effective. Dans ces accords, on définit des pourcentages d'excédents fiscaux différenciés, des calendriers fiscaux différents et des politiques de subvention industrielle particulières pour chaque pays. Cette absence de politiques communes est aggravée dans les périodes de crises bancaires et de change, qui éclatent dans chaque pays et que les différents gouvernements essaient de dépasser avec des ajustements récessifs désynchronisés. Dans ces conditions, l'intégration devient fictive.

Cette érosion des accords est mise en évidence dans les oscillations récurrentes de la balance commerciale entre le Brésil et l'Argentine qui succèdent aux crises de dévaluation qui affectent chaque nation. Quand la convertibilité s'est effondrée, un cycle net d'excédent argentin a semblé se profiler, mais comme la récession brésilienne coïncide avec la reprise économique locale, le discours qui se plaint de "l'invasion des importations de São Paulo" est réapparu dans le pays. En plus les tensions ont été réactivées dans les secteurs les plus conflictuels (chaussures, textiles, électro-ménager). Ces chocs illustrent la fragilité de l'intégration commerciale dans le cadre de contextes productifs et macro-économiques dissemblables [5].

Malgré sa dimension continentale, le Brésil ne peut pas imiter les États-Unis en tant que locomotive, ni l'Allemagne dans son appui à une monnaie commune. Les deux grands partenaires de l'Amérique du Sud sont des pays soumis à la domination impérialiste et ils n'ont pas le profil d'un bloc compétitif sur le marché mondial. C'est pourquoi l'augmentation de l'échange commercial entre l'Argentine et le Brésil n'a amélioré le profil d'aucun des deux pays face à leurs concurrents hors de la zone régionale. Ces faiblesses se manifestent de façon plus aiguë quand la conjoncture économique est divergente. Par exemple, l'Argentine commence actuellement à sortir de la pire dépression de son histoire, tandis qu'au Brésil le dénouement des déséquilibres accumulés pendant la dernière décennie ne s'est pas produit.

## **Alliances très changeantes**

Beaucoup d'intellectuels progressistes sont passés du rejet frontal des projets des États-Unis à l'acceptation d'un "ALCA possible", "amélioré" ou "plus équitable" [6]. Ils défendent la thèse de "négocier depuis le MERCOSUR", en supposant qu'un front commun de cette région freinera l'offensive commerciale des États-Unis. Comme premier pas dans cette direction, l'Argentine et le Brésil ont proposé une offre commune de libéralisation de certains services, qui ne coïncide pas avec les secteurs réclamés par le gouvernement de Bush (banques, moyens de communication, activités médicales, télécommunications).

Mais la grande question se situe au niveau de la cohérence de ce front pour contenir l'ALCA. D'une part, le Paraguay et l'Uruguay sont déjà tentés par les États-Unis pour envisager des négociations bilatérales et, d'autre part, la continuité de l'association entre l'Argentine et le Brésil est douteuse. Le pari stratégique états-unien est d'affaiblir la bourgeoisie brésilienne, qui tient le seul secteur industriel moyennement autonome en Amérique du Sud. Face à cette offensive : le compromis argentin avec son voisin se maintiendra-t-il ?

Les classes dominantes des deux pays maintiennent des points de friction très différents avec les États-Unis et en outre ont développé des associations différentes avec leurs homologues du Nord. C'est pourquoi toutes les négociations de l'ALCA se développent en secret et en présence des multiples lobbies patronaux, qui cherchent à en tirer parti pour leurs propres intérêts. Dans le document préliminaire de l'accord figurent 9000 « crochets » (points de conflit) qui sont débattus dans la typique atmosphère de triche qui entoure toute négociation capitaliste.

Tant au Brésil qu'en Argentine une sévère tension existe entre les groupes exportateurs qui veulent obtenir des miettes du marché des États-Unis et les secteurs industriels menacés par l'ouverture commerciale. C'est pourquoi les chanceliers des deux pays font des acrobaties pour expliquer quel type d'ALCA s'avérerait acceptable pour tous les groupes en conflit.

Comme cela s'est toujours produit, les classes dominantes chercheront la sortie qui leur permettra de se remplir les poches en signant un ALCA total, partiel, conjoint ou séparé. Mais en aucun cas elles n'inscriront les nécessités populaires à l'agenda de ces négociations.

## **Alternatives populaires**

Ceux qui présentent le MERCOSUR comme l'alternative à l'ALCA omettent d'expliquer pourquoi la période écoulée depuis la formation de cette alliance a été aussi néfaste pour les travailleurs et les chômeurs de la région. Depuis les années 90, l'ajustement a été brutal sur tous les terrains : baisse des salaires, licenciements massifs, paupérisation. La tragédie sociale sans précédent qui a accompagné la formation du MERCOSUR indique que cet accord ne représente pas un remède pour les problèmes de la région. Tandis que les affaires de plusieurs groupes de chefs d'entreprise ont prospéré avec des subventions et des bénéfices tarifaires, la majorité populaire a supporté les épreuves de la flexibilisation du travail et de la réduction des salaires.

Face à ce résultat, de nombreux analystes proposent de reformuler l'alliance en créant "Un autre MERCOSUR" de type "populaire" ou "social". Mais comme pour l'ALCA, le problème n'est pas le nom mais le contenu du projet. Le MERCOSUR continuera à servir les intérêts de la minorité capitaliste s'il tourne autour de l'amélioration de la rentabilité des entreprises insérées dans plusieurs pays. Il continuera à profiter à un groupe choisi d'entreprises s'il se limite à promouvoir des "économies d'échelle" basées sur "la baisse du coût salarial" et s'il continue à perfectionner la

division du travail en zones qui fournissent des matières premières et en localités qui industrialisent ces ressources.

La seule option positive est de changer les priorités et de placer l'intégration au service des aspirations populaires. Il faut coordonner la solidarité et non la compétitivité, assurer la stabilité de l'emploi et non la libre mobilité des capitaux, éliminer la pauvreté et la malnutrition et non les restrictions aux négoce des chefs d'entreprise. Ce type d'intégration ne doit pas se développer autour du commerce, mais doit être développé en fonction des revendications sociales. La priorité est d'unir les peuples et non de les attacher aux intérêts de chaque classe dominante.

Par cette voie, on peut concevoir non seulement une alliance des travailleurs, des paysans et des chômeurs de la région, mais aussi une coordination avec les opprimés des pays développés. Un agriculteur appauvri des États-Unis par la faute de « l'agrobusiness » a davantage d'intérêts communs avec un paysan sud-américain qu'avec les multinationales qui obtiennent des bénéfices sur leur dos.

Mais il faut d'abord avancer vers une intégration des peuples latino-américains en ratifiant la priorité d'une bataille conjointe contre la domination commerciale et financière de l'impérialisme. Séparer la résistance à l'ALCA de la lutte contre le paiement de la dette externe conduit à l'échec des deux objectifs. Pour que la population s'engage activement pour la première revendication, elle doit sentir qu'elle n'est pas utilisée comme gage de négociation dans les conflits entre groupes capitalistes. Tout frein à l'ALCA accompagné du maintien du paiement de la dette implique la continuité de l'ajustement. C'est pourquoi l'action contre l'ALCA doit se joindre au rejet de la dette et de la militarisation de la région. La campagne qui est actuellement développée en Argentine ("[Consultation populaire de l'Auto-convocation 'Non à l'ALCA'](#)") réunit justement ces trois sujets dans une même action.

Ce programme rassemble le message des grandes mobilisations populaires qui ont lieu actuellement en Amérique latine. Les grandes marches populaires au Pérou, les grèves en Uruguay et au Chili, les manifestations au Venezuela, les occupations de terre au Brésil, les actions de travailleurs et piqueteros en Argentine sont invariablement contre le FMI et l'ALCA.

Mais le récent exploit d'une plus grande portée a été accompli par les insurgés de Bolivie. Ce soulèvement incarne les revendications historiques de la population (voie d'accès à la mer, défense des cocaleros, la terre et des aliments pour les paysans, dignité pour les cultures locales) et des doléances qui s'opposent frontalement au paiement de la dette et à l'ALCA. Les revendications sociales font face au FMI et l'exigence d'industrialiser le gaz dans le pays défie l'ALCA. Privatiser l'extraction de cette ressource et l'exporter sous forme de brut vers les États-Unis est justement la priorité d'un accord de libre-échange avec la Bolivie. Ceux qui ont souffert pendant des siècles du pillage de l'argent, du salpêtre et de l'étain ont héroïquement résisté à une nouvelle déprédation. La bataille contre la dette et l'ALCA ressuscite l'aspiration populaire à atteindre l'unité régionale et à casser les chaînes de 500 années d'oppression. Cette aspiration est présente parmi les travailleurs, les paysans et les chômeurs qui luttent pour changer la terrible succession d'épreuves qui a marqué l'histoire de l'Amérique latine.

#### NOTES:

[1] Buster Gustavo. "l'Union Européenne et l'Amérique latine". Séminaire Amérique Latine. Sortir de l'impasse de la dette et de l'ajustement". Bruxelles 23-25 mai 2003.

[2] Azocar Oscar. "Le Chili : le TLC avec les États-Unis, gagnants et perdants ". Rebelión, 7-6-03

- [3] Arceo Enrique. "L'ALCA est un règlement déguisé de liberté". Pagina 12, 13-10-03.
- [4] Guillen R Arturo. "Mexique : dette et développement économique". Ponencia au séminaire Amérique Latine. Sortir de l'impasse de la dette et l'ajustement ". Bruxelles 23-25 mai 2003.
- [5] Nogueira Uziel, "les cycles divergents". Clarin, 27-7-03
- [6] Par exemple : Amorin Celso. "Commerce et Développement : Quel ALCA est possible ?". Clarin, 1-8- 03

Claudio Katz est économiste, professeur à l'Université de Buenos Aires, chercheur du Conicet et membre du groupe 'Economistas de Izquierda' (Économistes de Gauche).

Traduction de l'espagnol : El Correo/ RISAL.

Article original en espagnol : [« Alca-Deuda : Dos Caras de una Dominación »](#), 2 novembre 2003.